

Jules Guesde

Intervention au congrès de la SFIO

(1912)

Source : Compte-rendu du congrès, p. 246-252.

Je répondrai à la théorie générale apportée par notre ami Albert Thomas avant de m'occuper du fait personnel qui vient d'être soulevé et qui n'a que faire dans le débat, chacun d'entre nous étant exposé à émettre des votes qu'il peut être amené à regretter plus tard. (*Rires.*) Je n'ai jamais, quant à moi, prétendu à une infaillibilité quelconque, et si dans ma longue vie de militant on m'indique des moments où, tout en défendant toujours ce que je croyais être l'intérêt du Parti, j'aurais pu et dû agir autrement, je suis prêt à m'incliner. J'ai donc pu me tromper dans le cas cité par Roldes. Ce sera à voir... en attendant, je réponds à Thomas qui nous a montré le capitalisme essentiellement divisé et concurrent d'autrefois, faisant place de plus en plus à un capitalisme unifié, trusté et d'autant plus dangereux pour la classe ouvrière à laquelle il résiste et qu'il attaque avec plus de force : comment, après avoir ainsi constaté vous-même le péril suprême que représente, pour les travailleurs, la concentration du capital qui va ainsi s'opérant, pouvez-vous donner à ces travailleurs devenus conscients, comme principale réforme à accomplir, cette concentration du capital entre les mains de l'Etat ?

Mais l'Etat, c'est l'ennemi, c'est l'arsenal et la forteresse de la classe ennemie, que le prolétariat devra avant tout emporter s'il veut s'affranchir, pour s'affranchir !

Et lorsque vous voulez étendre le domaine de cet Etat, l'Etat-Gendarme de l'Etat-Patron, je ne comprends plus; c'est à un véritable suicide que vous nous provoquez. Lorsque vous penchez sur les prolétaires, vous leur dites que pour améliorer leurs conditions, pour se créer plus de liberté, le moyen supérieur est de remplacer le capitalisme privé par le capitalisme d'Etat - de l'Etat qui n'est qu'un vaste organe de compression au profit de la classe possédante - je me mets à leur place et je vous demande pour eux : comment peut-on faire ainsi le jeu de l'ennemi ? (*Applaudissements.*)

En admettant même que la reprise par l'Etat de certaines industries puisse se traduire par un abaissement des prix, à qui profitera surtout une pareille amélioration ? S'il s'agit des mines, du charbon à meilleur marché, ne sont-ce pas les grands industriels, dont le charbon est l'élément essentiel, qui verront leurs profits augmenter d'autant ? S'il s'agit des chemins de fer, n'est-ce pas encore les employeurs capitalistes qui, dans la proportion où ils ont des marchandises à transporter, tireront de la réduction des tarifs des profits accrus ?

Dans la société actuelle, les services dits publics restent des services à l'usage de la classe capitaliste, bénéficiant d'autant plus que l'on est plus capitaliste, et ne laissant que des miettes à la masse de ceux qui n'ont que leur travail pour vivre.

J'arrive aux socialistes allemands qui, d'après Thomas, seraient de son avis au sujet des monopoles d'Etat. Il a parlé de Franck qui, au Reichstag, se serait prononcé pour les services publics ou d'Empire. Oui, nous savons qu'il existe en Allemagne ce qu'on appelle le "révisionnisme", représenté par Bernstein, par Franck, par d'autres encore. Mais ce que nous savons aussi, c'est que dans tous les congrès du Parti, ils ont toujours été majorisés par les "marxistes" personnifiés aujourd'hui par Bebel, après l'avoir été par Liebknecht et Singer. Et sans m'arrêter à une déclaration qui ne mettrait en cause que son auteur, je réponds : Trouvez-moi un Congrès de la social-démocratie allemande, un seul, dans lequel on ait donné aux travailleurs comme un programme de réforme la création de services publics, c'est-à-dire de monopoles d'Etat ! Citez-moi une seule résolution qui ait été prise dans ce sens ? Et ici, entendons-nous bien : dans les Congrès allemands comme dans les nôtres, des thèses peuvent s'être produites, qui ne sont pas socialistes, qui sont même antisocialistes (*rires*), il en est là-bas comme ici : mais vous ne sauriez vous appuyer sur aucune de ces thèses qui, du moment qu'elles leur ont été laissées pour compte, n'engagent et ne sauraient engager que ceux qui les ont formulées. Je le répète : je vous défie de m'apporter le texte d'une seule résolution d'un Congrès allemand tendant les efforts du prolétariat vers ce prétendu socialisme d'Etat !

Non, camarades, ce n'est pas là du socialisme, et c'est pourquoi j'ai applaudi Jaurès quand il a parlé de la nécessité d'un Congrès...

JAURES. - C'est alors que je vous apporterai les textes que vous demandez.

GUESDE. - Je dis que j'ai applaudi Jaurès quand il demandait que dans un prochain Congrès, on discutât à fond l'action socialiste dans son ensemble et la méthode qui doit y présider. J'appelle de tous mes vœux ce Congrès indispensable et j'espère que nous serons tous d'accord pour dépersonnaliser un débat de cette importance et rester sur le terrain des idées, préoccupés exclusivement de l'intérêt du Parti, c'est-à-dire des conditions dans lesquelles le Parti doit poursuivre sa marche pour aboutir au plus vite à l'affranchissement total qui est la raison d'être du socialisme. (*Approbation.*)

Quant à la contradiction relevée par Roldes entre certains de mes votes d'antan, relativement à la Banque de France et ma condamnation - non pas d'aujourd'hui, mais de toujours - des services prétendus publics donnés comme le socialisme qui *vient et devient*, je ferai tout d'abord remarquer qu'il ne s'agissait pas, qu'il ne pouvait pas s'agir dans ce cas d'*étatiser* une fraction de la classe ouvrière, la Banque de France reprise, et administrée directement par l'Etat français, n'ayant pas derrière elle de prolétaires par milliers pour qui l'Etat est le pire des patrons.

J'ajouterai qu'en fût-il autrement, le vote que l'on m'oppose - et dont je ne me souviens pas - pourrait constituer une faute, mais ne saurait m'empêcher de crier : gare ! lorsque je verrai engager le Parti dans une voie que je persiste à juger des plus périlleuses, au bout de laquelle nous attend la faillite.

Déjà aujourd'hui, notre propagande ne se trouve-t-elle pas plutôt gênée par certaines industries d'Etat, que l'ignorance des uns et le parti-pris des autres confondent avec la production sociale de demain ? N'avons-nous pas vu des gens se lever, sortir une boîte d'allumettes de leur poche, en frotter une qui ne prend pas, et nous dire : le voilà, votre socialisme ! en nous opposant les allumettes étrangères qui, pour n'être pas en régie, sont à la fois meilleures et meilleur marché ? (*Rires*). Il n'en est pas autrement de la régie des tabacs, que l'on nous jette dans les jambes, et pour les mêmes raisons.

Et c'est quand nous avons ainsi à nous défendre, à dégager le socialisme de ce gouvernementalisme industriel, que vous prétendez le généraliser en en faisant la revendication suprême du Parti ?

Non. Disons hautement ce qui est : c'est que, pour nationaliser, il faut la nation, qui ne peut surgir que de la disparition des classes et de leurs antagonismes. Jusque-là, dans une société à classes aux prises, en guerre permanente, comme la nôtre, il n'y a place que pour l'Etatisme, qui double l'exploitation économique de la compression politique. Nationalisation, socialisation ne cesseront d'être une duperie pour devenir une réalité - étendues non seulement aux mines et aux chemins de fer, mais aux usines, à la terre, à tous les moyens de production, - que quand la classe ouvrière se sera emparé de l'Etat, non pas pour le conserver, mais pour le détruire et substituer au gouvernement des hommes l'administration des choses. (*Vifs applaudissements.*)

ROLDES - Je ne veux pas prolonger outre mesure ce débat, mais je constate que le citoyen Guesde n'a pas répondu... (*Protestations.*) Il vient nous dire que ce vote est un vote sans importance : je dis qu'il en a une considérable et pour en réduire l'importance, Guesde, vous nous avez dit que la Banque de France était un organe à peu près secondaire qui n'intéressait que les commerçants ou les industriels. Vous savez parfaitement qu'à l'heure présente, en 1913, la Banque de France domine l'ensemble de nos institutions de crédit et que ni la Société Générale, ni le Comptoir d'Escompte, ni le Crédit Lyonnais ne pourraient pratiquer contre la nation toute entière la politique financière qu'ils pratiquent sans la complicité de tous les jours de la Banque de France... (*Très bien ! Interruptions diverses.*) Et puis Guesde...

Un délégué. - Ce sont les financiers et non pas les prolétaires qui les préoccupent ! (*Bruit.*)

ROLDES. - Est-ce que je ne pourrais pas rappeler dans ce même ordre d'idées des votes plus récents ? Est-ce qu'au moment où à la Chambre on a proposé le principe du rachat de l'Ouest, vous, ou quelqu'un des camarades qui pensent comme vous, avez apporté l'éclatante protestation que vous venez d'apporter dans ce Congrès ?

GUESDE. - J'étais à ce moment entre la vie et la mort. Je n'assistais pas à la séance, mais dans tous les cas, je félicite nos amis de ne pas avoir apporté un conflit aussi aigu à la tribune de la Chambre : on le leur aurait reproché ici dans le Parti... (*Très bien ! - Interruptions diverses.*)

ROLDES. - Vous savez très bien que la question que je pose ici s'élève même au-dessus de votre personne et que si vous n'étiez pas là, en effet, il pouvait se trouver à la Chambre pour soutenir une théorie pareille, pour éviter à la nation un péril pareil à celui que vous avez signalé, des camarades pour soulever une protestation. Mais je complète ma question : à l'heure actuelle...

CONSTANS. - Cela s'était fait à plusieurs reprises.

ROLDES. - A l'heure présente, il y a des richesses minières qui ne sont pas concédées; elles sont à la nation tout entière, elles sont au prolétariat : est-ce que demain, si on propose de les aliéner, quand vous aurez à choisir entre le maintien à l'Etat et à la nation de ce qui est à eux et la concession au capitalisme privé, je viens vous demander d'affirmer ici que vous apporterez un bulletin de vote pour abandonner au capitalisme ce qui est aujourd'hui propriété de la nation et de l'Etat. (*Mouvements divers.*)

GUESDE. - Je porterai à la tribune de la Chambre, quand le Congrès du Parti et le Parti lui-même en auront décidé, l'opinion du Parti. (*Très bien !*) Pour le moment, placé entre la nationalisation sur le papier, fausse, mensongère, des houillères de Meurthe-et-Moselle et l'introduction, dans le cahier des charges des mines à concéder, de garanties sérieuses pour les travailleurs, je n'hésiterais pas une minute : je laisserais de côté la prétendue nationalisation et je voterais le minimum de salaires, la journée de huit heures et autres conditions réclamées par les ouvriers. (*Applaudissements. - Protestations.*) Voilà comment j'agirais à la Chambre. De même que si demain, pour prendre un autre exemple, j'avais à opter entre la reprise avec indemnité des chemins de fer par l'Etat et l'inscription, dans le cahier des charges des concessions à renouveler, d'un salaire minimum, non pas de 5, mais de 10 francs pour les cheminots, je voterais contre le rachat pour le renouvellement des concessions, certain d'avoir ainsi accompli mon devoir envers les serfs de nos voies ferrées. Ce que nous pouvons et devons faire dans la présente société, que ce soit dans le domaine national, ou dans le domaine municipal, c'est d'obtenir pour les travailleurs le plus d'avantages immédiats possibles. Il ne s'agit pas de faire du socialisme dans le milieu actuel, dont la disparition est la condition *sine qua non* du socialisme. Il s'agit d'arracher à ce milieu, sous quelque forme que ce soit, une vie meilleure, moins de travail et plus de liberté pour le prolétariat, ainsi mieux armé pour opérer lui-même son affranchissement final... Je me suis expliqué suffisamment, je demande à ne pas aller au-delà. Nous reprendrons la question à notre prochain Congrès.

